RCS : ST ETIENNE
Code greffe : 4202

Documents comptables

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

Le greffier du tribunal de commerce de ST ETIENNE atteste l'exactitude des informations transmises ci-après

Nature du document : Documents comptables (B-C)

Numéro de gestion : 2014 B 00648
Numéro SIREN : 802 521 807
Nom ou dénomination : STEVA

Ce dépôt a été enregistré le 22/04/2022 sous le numéro de dépôt B2022/003743

1.1 Bilan consolidé

Actif en EUR	30/06/2021	31/12/2020
Immobilisations incorporelles	152 751	132 275
Dont Ecart d'acquisition	*1*	*1*
Immobilisations corporelles	17 858 515	11 873 662
Immobilisations financières	169 844	148 979
Titres mis en équivalence		
Actif immobilisé	**18 181 110**	**12 154 916**
Stocks et en-cours	5 719 985	4 719 593
Clients et comptes rattachés	1 240 186	1 129 260
Autres créances et comptes de régularisation (4)	2 221 396	2 510 477
Valeurs mobilières de placement		
Disponibilités	2 506 199	3 109 152
Actif circulant	**11 687 766**	**11 468 482**
Total Actif	**29 868 876**	**23 623 398**

Passif	30/06/2021	31/12/2020
Capital (1)	50 000	50 000
Primes (1)		
Réserves et résultat consolidés (2)	3 248 756	-3 263 886
Autres (3)		
Capitaux propres - Part du groupe	**3 298 756**	**-3 213 886**
Intérêts minoritaires		
Provisions	**1 878 658**	**1 945 303**
Emprunts et dettes financières	10 775 405	11 296 591
Fournisseurs et comptes rattachés	5 653 056	5 067 203
Autres dettes et comptes de régularisations (5)	8 263 001	8 528 187
Dettes	**24 691 462**	**24 891 981**
Total Passif	**29 868 876**	**23 623 398**

(1) De l'entité mère consolidante

(2) Dont résultat net de l'exercice

(3) Détaillé dans l'analyse de la variation des capitaux propres (Part du groupe)

(4) Dont impôts différés actifs

(5) Dont impôts différés passifs

1.2 Compte de résultat consolidé

En EUR	30/06/2021	31/12/2020	31/12/2019
Chiffre d'affaires	**20 642 072**	**32 300 802**	**40 439 984**
Autres produits d'exploitation	1 216 892	-542 128	308 076
Achats consommés	11 813 560	17 798 657	24 284 726
Charges de personnel (1)	5 259 684	10 054 411	9 620 544
Autres charges d'exploitations	3 038 319	4 830 712	5 402 973
Impôts et taxes	244 004	517 178	572 319
Dotations aux amortissements, dépéciations et provisions	1 027 673	1 939 972	1 537 129
Résultat d'exploitation avant dotations aux dépréciations de l'écart d'acquisition	**475 724**	**-3 382 256**	**-669 631**
Dotation aux dépréciations des écarts d'acquisitions		-716 378	
Résultat d'exploitation après dotations aux dépréciations de l'écart d'acquisition	**475 724**	**-2 665 878**	**-669 631**
Produits et charges financières	-207 537	-411 186	-491 157
Produits et charges exceptionnelles	-169 721	-903 072	1 795 771
Impôts sur les résultats	**33 910**	**62 832**	**297 774**
Liaisons résultat		-1	2
Liaisons résultat			
Résultat net des entités intégrées	**64 556**	**-4 042 967**	**337 207**
Quote-part dans les résultats des entités mis en équivalence			
Résultat net d'ensemble consolidé	**64 556**	**-4 042 967**	**337 207**
Intérêts minoritaires			
Résultat net (Part du groupe)	**64 556**	**-4 042 967**	**337 207**
Résultat par action	12,91	-808,59	67,44
Résultat dilué par action	12,91	-808,59	67,44

(1) Y compris participation des salariés

1.3 Tableau de flux de trésorerie consolidé

En EUR	30/06/2021	31/12/2020
Résultat net consolidé	**64 556**	**-4 042 967**
Résultat des sociétés mise en équivalence		
Amortissements et provisions	607 000	676 502
Variation des impôts différés	33 910	-90 563
Plus-values de cession, nettes d'impôt	86 847	-20 011
Marge brute d'autofinancement des sociétés intégrées	**792 313**	**-3 477 039**
Dividendes reçus des sociétés mises en équivalence		
Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité	-537 940	1 120 960
Dont stocks	*-998 208*	*946 924*
Dont créances d'exploitation	*-252 553*	*-808 169*
Dont dettes d'exploitation	*712 821*	*982 205*
Dont Intra-groupe		
Flux net de trésorerie généré par l'activité	**254 373**	**-2 356 079**
Acquisition d'immobilisations	-412 682	-479 720
Cession d'immobilisations, nettes d'impôt	71 415	70 244
Incidence des variations de périmètres		
Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement	**-341 267**	**-409 476**
Dividendes versés aux actionnaires de la société mère		
Dividendes versés aux minoritaires des sociétés intégrées		
Dividendes en intragroupe		-2
Augmentations ou diminutions de capital en numéraire	1	
Emissions d'emprunts	20 560	5 707 265
Remboursements d'emprunts	-536 315	-749 465
Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement	**-515 754**	**4 957 798**
Incidence des variations de cours des devises		-2 364
Variations de trésorerie	**-602 192**	**2 189 879**
Trésorerie d'ouverture	**3 099 532**	**909 653**
Trésorerie de clôture	**2 497 339**	**3 099 532**

Annexe aux comptes consolidés

2.1 Activité du groupe et événements significatifs de l'exercice

2.1.1 Activité du groupe

Le groupe Steva a pour activité principale l'emboutissage de pièces métalliques.

2.1.2 Faits significatifs liés au périmètre de consolidation

Au 30/06/2021, les sociétés STEVA ORLEANS, STEVA ST ETIENNE, STEVA LOIR ET CHER et BTS, ont procédés à une nouvelle réévaluation de l'ensemble de leurs immobilisations corporelles, d'un montant de 6 447 204 euros.

2.1.3 Faits significatifs liés à l'activité et l'organisation

La société a décidé de modifier sa date de clôture au 30 juin au lieu du 31 décembre et pour la 1ère fois le 30 juin 2021.
De ce fait l'exercice 2021 a une durée de 6 mois. En comparatif, les comptes du 31 décembre 2020 ont une durée de 12 mois.
Seule la société STEVA POLOGNE conserve sa date de clôture au 31/12/2021.

2.2 - Informations relatives au référentiel comptable, aux modalités de consolidation, et aux règles et méthodes d'évaluation

2.2.1 Référentiel comptable

Les comptes consolidés sont établis selon les principes comptables généralement admis en France.

Les comptes consolidés sont établis conformément aux dispositions du règlement ANC 2020-01.

Les présents comptes consolidés sont établis en euros. De même, sauf mention contraire, les données présentées en annexe sont exprimées en euros.

2.2.2 Modalités de consolidation

2.2.2.1 Méthodes de consolidation

Les sociétés dans lesquelles la société-mère assure le contrôle exclusif, directement et indirectement, sont consolidées selon la méthode d'intégration globale.

L'intégration globale consiste à :
- Intégrer dans les comptes de l'entreprise consolidante les éléments des comptes des entreprises consolidées ;
- Procéder aux différents retraitements ;
- Répartir les capitaux propres et le résultat entre les intérêts de l'entreprise consolidante et les intérêts des autres actionnaires ou associés dits « minoritaires » ;
- Eliminer les opérations en comptes entre l'entreprise intégrée globalement et les autres entreprises consolidées.

Dans le cas d'un contrôle conjoint, les balances des sociétés concernées sont intégrées proportionnellement au pourcentage détenu.

L'intégration proportionnelle consiste à :
- Intégrer dans les comptes de l'entreprise consolidante les éléments des comptes des entreprises consolidées à hauteur du pourcentage détenu ;
- Procéder aux différents retraitements ;
- Eliminer les opérations en comptes entre l'entreprise intégrée globalement et les autres entreprises consolidées à hauteur de la balance intégrée.

La mise en équivalence consiste à substituer à la valeur comptable des titres détenus la quote-part des capitaux propres.

Certaines participations répondant aux critères ci-dessus ne sont pas consolidées du fait de leur faible impact (cf. note « sociétés exclues du périmètre de consolidation »).

2.2.2.2 Date de clôture des comptes

Les sociétés sont consolidées sur la base de leurs comptes sociaux arrêtés le 30 juin 2021.

Les comptes des entreprises consolidées sont arrêtés à la même date que celle de la société consolidante.

La durée de l'exercice des sociétés consolidées est de 6 mois exceptionnellement, en raison du changement de clôture, passant du 31 décembre au 30 juin.

2.2.2.3 Modalités de traitement des écarts d'acquisition

Les écarts de "1ère consolidation" constatés à l'occasion des prises de participation (excédent du prix d'acquisition des titres sur la quote-part des capitaux propres retraités à la date d'acquisition) sont imputés en totalité en écarts d'acquisition lorsqu'ils ne peuvent être directement ventilés, de manière fiable, dans les postes du bilan en tant qu'écart de réévaluation.

Conformément à la réglementation de l'ANC n°2015-07 du 23 novembre 2015, applicable au 1er janvier 2016, le groupe détermine la durée d'utilisation, limitée ou non, de l'écart d'acquisition, à partir de l'analyse documentée des caractéristiques pertinentes de l'opération d'acquisition concernée, notamment sur les aspects techniques, économiques et juridiques.

Lorsqu'il n'y a pas de limite prévisible à la durée pendant laquelle l'écart d'acquisition procurera des avantages économiques au groupe, ce dernier n'est pas amorti. Dans ce cas, un test de dépréciation est réalisé chaque année. Dans le cas contraire, un amortissement est pratiqué.

Lorsque l'écart d'acquisition est négatif (lorsque le prix d'acquisition des titres est inférieur à la quote-part des capitaux acquis), il est inscrit dans un compte de provisions au passif du bilan et est repris dans le résultat consolidé sur une durée qui dépend des hypothèses retenues lors de l'acquisition.

2.2.3 Méthodes et règles d'évaluation

2.2.3.1 Retraitement des comptes sociaux

Les retraitements de consolidation ont porté sur l'élimination d'une part, des comptes et opérations réciproques, et d'autre part, des résultats internes à l'ensemble consolidé (dividendes et réévaluations internes le cas échéant).

Les provisions règlementées et la fiscalité différée ont fait l'objet de retraitements.

2.2.3.2 Immobilisations incorporelles et corporelles

Evaluation au coût d'acquisition (prix d'achat + frais accessoires) ou coût de production.

Amortissements pour dépréciation selon le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue, et en accord avec les pratiques professionnelles du secteur d'activité :

Logiciels	*1 à 3 ans*
Constructions	*20 à 25 ans*
Agencement des constructions	*10 à 20 ans*
Installations techniques et divers	*10 ans*
Matériels et outillages	*5 ans*
Matériel de transport	*4 à 5 ans*
Matériel de bureau et informatique	*2 à 5 ans*

Contrats de location-financement

Les contrats de location-financement, conformément à la méthode obligatoire du règlement ANC 2020-01, sont retraités afin que l'opération se traduise comme une acquisition d'immobilisations à crédit.

Les modalités de retraitement sont :

Amortissement économique sur la durée et le mode retenu pour des biens équivalents utilisés par les sociétés consolidées lorsqu'elles en sont propriétaires. Toutefois, lorsque le bail ne prévoit pas au terme le transfert de propriété du bien de manière certaine ou hautement probable, le bien est amorti sur la durée du bail.

Amortissement financier selon un plan d'amortissement déterminant la charge d'intérêt au titre d'une période sur la base du taux implicite du contrat appliqué au capital restant dû en début de période.

2.2.3.3 Titres immobilisés

Le poste concerne notamment des titres de participations non consolidés, enregistrés à leur valeur d'acquisition et d'autres immobilisations financières (autres titres immobilisés, dépôts et cautionnements, créances rattachées à des participations mises en équivalence).

Une dépréciation est constituée si la valeur d'utilité pour le Groupe devient inférieure à la valeur comptable.

2.2.3.4 Stocks et en-cours

Les stocks de matières premières et marchandises sont valorisés suivant la méthode du premier entré, premier sorti. Pour des raisons pratiques et sauf écart significatif, le dernier prix d'achat connu a été retenu.

Ces éléments ont, le cas échéant, été dépréciés pour tenir compte de leur valeur actuelle à la date de clôture de l'exercice.

2.2.3.5 Créances et dettes

Les créances et dettes sont valorisées à leur valeur nominale.

Les créances ont, le cas échéant, été dépréciées lorsque leur valeur d'inventaire est inférieure à leur valeur comptable.

2.2.3.6 Titres de placement

Les titres de placement sont enregistrés pour leur prix d'acquisition.

Lorsque la valeur d'inventaire des titres, qui est fonction de leur valeur d'utilité et de leur valeur probable de négociation, est inférieure au prix d'acquisition, une provision pour dépréciation est constituée. Les plus-values latentes sur les VMP n'ont pas été comptabilisées.

2.2.3.7 Impôts différés

Des impôts différés sont comptabilisés pour tenir compte :

- Du décalage temporaire, dans les comptes sociaux, entre l'assiette fiscale et le résultat comptable,
- Des écritures de retraitement et d'élimination spécifiques à la consolidation,
- Des déficits fiscaux reportables, dans la mesure où leur imputation sur les bénéfices fiscaux futurs, est probable.

Les impôts différés sont calculés sur toutes les différences temporaires provenant de l'écart entre la base fiscale et la base comptable consolidée des actifs et des passifs selon une approche bilantielle avec application du report variable.

Le calcul des impositions différées est effectué à la fin de chaque exercice sur la base du taux d'impôt et des règles fiscales en vigueur à la clôture de l'exercice qui seront applicables lorsque les différences futures se résorberont. Les impôts différés actifs et passifs font l'objet d'une compensation lorsqu'ils concernent une même entité fiscale.

Le taux d'impôt différé retenu a été de 26,5% en fonction des règles de dégressivité introduites par la loi de finances 2017. La contribution sociale additionnelle de 3,3 % n'a pas été prise en compte sur les impôts différés.

2.2.3.8 Autres produits et charges d'exploitation

Les cessions de matériels sont considérées comme faisant partie de l'activité courante et sont classées dans les rubriques du résultat d'exploitation (autres produits pour les prix de vente, et autres charges pour les valeurs nettes comptables).

2.2.3.9 Produits et charges exceptionnels

Les produits et charges exceptionnels tiennent compte des éléments qui ne sont pas liés à l'activité normale de l'entreprise.

2.2.3.10 Trésorerie

Le Groupe définit la trésorerie comme l'ensemble des liquidités en comptes courants bancaires et en placement de trésorerie sans risque sous déduction des découverts bancaires et des financements à court terme.

2.2.3.11 Provisions pour risques et charges

Le Groupe analyse les risques en cours. Des provisions sont constituées, si nécessaire, après l'examen de chaque dossier.

2.2.3.12 Provisions pour risques et charges

Ces résultats sont déterminés par référence à l'avis n° 27 de l'OEC.
Les résultats par action sont calculés sur le résultat net, part du groupe.

STEVA
Société Par Actions Simplifiée au capital de 50 000.00 €
Siège social : 433 rue François Durafour ZI Les Murons
42160 ANDREZIEUX-BOUTHEON
802 521 807 RCS SAINT ETIENNE

RAPPORT DE GESTION SUR LES COMPTES CONSOLIDES DE L'EXERCICE CLOS LE 30 JUIN 2021

EVENEMENTS IMPORTANTS INTERVENUS DANS LE GROUPE AU COURS DE L'EXERCICE ECOULE

Au 30 juin 2021, les sociétés STEVA ORLEANS, STEVA SAINT ETIENNE, STEVA LOIR ET CHER et BTS ont procédé à une nouvelle réévaluation de l'ensemble de leurs immobilisations corporelles, d'un montant de 6.447.204 euros.

Les sociétés ont décidé de modifier leur date de clôture pour l'amener au 30 juin au lieu du 31 décembre et pour la première fois le 30 juin 2021. De ce fait, l'exercice clos le 30 juin 2021 a une durée de 6 mois. Les comptes précédents clos le 31 décembre 2020 ont une durée de 12 mois.
Seule la société STEVA POLOGNE conserve sa date de clôture au 31 décembre 2021.

Situation de l'activité du groupe et évolution prévisible
Le Groupe STEVA a renoué avec des résultats bénéficiaires après une année 2020 particulièrement impactée par la crise sanitaire.
Les résultats obtenus depuis la clôture de cet exercice indiquent que le Groupe STEVA est en mesure de confirmer ce retour au profit sur l'ensemble du prochain exercice.

EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE

Une nouvelle filiale est entrée dans le Groupe STEVA au début de décembre 2021. Cette filiale a pour activité la conception, la fabrication et la commercialisation de matériels et accessoires agricoles.
Cela permettra au Groupe STEVA de diversifier son offre.

ACTIVITE EN MATIERE DE RECHERCHE ET DE DEVELOEPPEMENT

Aucune activité en matière de recherche et développement n'a été réalisée au cours de l'exercice écoulé.

MODE DE PRESENTATION DES COMPTES

Les comptes consolidés sont établis selon les principes comptables généralement admis en France.
Les sociétés sont consolidées sur la base de leurs comptes sociaux arrêtés le 30 juin 2021.

INFORMATIONS RELATIVES AU PERIMETRE DE CONSOLIDATION

Identification des sociétés consolidées

Sociétés	Siège social	SIREN	% d'intérêts	Méthode
STEVA	ZI Les Murons ANDREZIEUX BOUTHEON (42)	802 521 807	Société Mère	Intégration globale
STEVA ST ETIENNE	ZA Les Planchettes FEURS (42)	442 498 341	100 % (filiale)	Intégration globale
STEVA DEVELOPPEMENT	23 rue Henri Dunant – ZI Ingré ST JEAN DE LA RUELLE (45)	804 699 759	100 % (filiale)	Intégration globale
STEVA ORLEANS	23 rue Henri Dunant – ZI Ingré ST JEAN DE LA RUELLE (45)	403 426 943	100 % (filiale)	Intégration globale
STEVA FOREZ	ZA Les Planchettes FEURS (42)	664 500 162	100 % (filiale)	Intégration globale
STEVA LOIR ET CHER	1 avenue du Docteur Jeulain MONTOIRE SUR LE LOIR (41)	808 745 418	100 % (filiale)	Intégration globale
STEVA POLAND	SIEDLCE (POLOGNE)		100 % (filiale)	Intégration globale
BTS	172 Avenue d'Auvergne BRIOUDE (43)	420 743 981	100 % (filiale)	Intégration globale

Aucune société n'est exclue du périmètre. Aucune entité ad-hoc n'a été identifiée comme faisant partie du groupe.

PRESENTATION DES SOCIETES DU GROUPE

- 100 % du capital de la société STEVA SAINT ETIENNE, SASU au capital de 50.000 euros, ayant son siège social à FEURS (42110), Zone Artisanale les Planchettes, immatriculée au RCS de SAINT ETIENNE sous le numéro 442 498 341. Cette société a une activité de fabrication, production, transformation, assemblage par procédés de découpage, emboutissage, usinage ou tous autres procédés, de tous produits métallurgiques, plastiques ou autres matériaux.

- 100 % du capital de la société STEVA DEVELOPPEMENT, SASU au capital de 500 euros, ayant son siège social à SAINT JEAN DE LA RUELLE (45140), 23 rue Henri Dunant, ZI Ingré, immatriculée au RCS d'ORLEANS sous le numéro 804 699 759. Cette société a une activité de fabrication, commercialisation d'outillages industriels, de tous articles mécaniques et de tous produits métallurgiques ; la fabrication, l'achat, la vente de toutes machines et tous matériels à usage industriel ou domestique.

- 100 % du capital de la société STEVA ORLEANS, SASU au capital de 240.000 euros, ayant son siège social à SAINT JEAN DE LA RUELLE (45140), 23 rue Henri Dunant, ZI Ingré, immatriculée au RCS d'ORLEANS sous le numéro 403 426 943. Cette société a une activité de découpage, emboutissage et mécanique générale, achat et vente d'outillages.

- 100 % du capital de la société STEVA FOREZ, SASU au capital de 49.920 euros, ayant son siège social à FEURS (42110) Rue des Frères Lumière, immatriculée au RCS de SAINT ETIENNE sous le numéro 664 500 162. Cette société a une comme objet social le découpage, emboutissage et mécanique générale, achat et vente d'outillages.

- 100 % du capital de la société STEVA LOIR et CHER, SAS au capital de 50.000 euros, ayant son siège social à MONTOIRE SUR LE LOIR (41800), 1 avenu de Docteur JEULAIN, immatriculée au RCS de BLOIS sous le numéro 808 745 418. Cette société a une activité d'étude, de conception, fabrication, traitement, transformation, par déformation, cintrage, usinage ou autres, commercialisation de toutes pièces ou ensembles de pièces principalement à base de tubes métalliques ou autres matériaux.

- 100 % du capital de la société STEVA POLAND, ayant son siège social à SIEDLCE (Pologne).

- 100% du capital de la société Brivadoise de Traitements de Surface, SAS au capital de 104.416 euros ayant son siège social à BRIOUDE (43100), 172 Avenue d'Auvergne, immatriculée au RCS du PUY en VELAY sous le numéro 420 743 981. Cette société est spécialisée dans le secteur d'activité du traitement et revêtement des métaux.

PRESENTATION DU COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE

	30/06/2021	31/12/2020
Chiffre d'affaires	**20 642 072 €**	32 300 802 €
Résultat d'exploitation	475 724 €	-(3 382 256 €)
Résultat d'ensemble consolidé	64 556 €	-(4 042 967 €)

La marge brute d'autofinancement de l'année est de 792.313 euros

PRESENTATION DU BILAN CONSOLIDE

ACTIF	30/06/2021	31/12/2020
Actifs immobilisés NETS	18 181 110 €	12 154 916 €
Stocks et en cours	5 719 985 €	4 719 593 €
Avances, acomptes versés sur commandes	0 €	6 880 €
Créances	3 071 457 €	3 104 873 €
Disponibilités	2 506 199 €	3 109 152 €
Charges constatées d'avance	390 125 €	527 984 €
Total Actif	29 868 876 €	23 623 398 €

PASSIF	30/06/2021	31/12/2020
Capitaux propres	3 298 756 €	-3 213 886 €
Provision pour risques	1 878 658 €	1 945 303 €
Total Dettes	24 691 462 €	24 891 981 €
Total Passif	29 868 876 €	23 623 398 €

Actifs immobilisés :

Les actifs immobilisés sont constitués à hauteur de :

. 152 751 euros d'immobilisations incorporelles,

. 17 858 515 euros d'immobilisations corporelles,

. 169 844 euros d'immobilisations financières

Créances d'exploitation :

Les charges d'exploitation s'élèvent à 21 383 240 euros contre 35 140 930 euros pour l'exercice précédent.

Les résultats d'exploitation s'élèvent à 475 725 euros contre – 3 382 256 euros pour l'exercice précédent.

Dettes :

Les dettes (hors comptes de régularisation) s'élèvent à 24 691 462 euros au titre de l'exercice clos le 30 juin 2021 à savoir, pour les postes principaux :

. Les emprunts et dettes auprès des établissements de crédit s'élèvent à 10 775 405 euros,

. Les dettes fournisseurs s'élèvent à la somme de 5 653 056 euros,

. Les dettes fiscales et sociales s'élèvent à 3 986 252 euros,

. Les autres dettes à 4 276 749 euros.

TABLEAU DE FINANCEMENT

Le flux net de trésorerie généré par l'activité pour l'année est de 254 373 euros.

CONCLUSION

Nous vous demandons, conformément à l'article L225-100 du code de commerce, de bien vouloir approuver les comptes consolidés qui vous sont présentés.

Le président
P. LASSABLIERE

AF CONSEIL
15 rue Roger Salengro

92130 Issy le Moulineaux

BRC
15 allée Isadora Duncan

75015 PARIS

GROUPE STEVA

Société par Actions Simplifiée
Au Capital de 50.000 Euros

Siège social :
433 rue François Durafour – 42160 ANDREZIEUX BOUTHEON

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES CONSOLIDES

EXERCICE CLOS LE 30 JUIN 2021

* *

*

RAPPORT SUR DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES CONSOLIDES DE LA SOCIETE PAR ACTIONS SIMPLIFIEE

GROUPE STEVA

EXERCICE CLOS LE 30 Juin 2021

Aux associés,

1 – Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes consolidés de la société GROUPE STEVA SAS relatifs à l'exercice clos le 30 Juin 2021, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes consolidés sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine, à la fin de l'exercice de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

2 - Fondement de l'opinion

1 - Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés » du présent rapport.

2 - Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes sur la période du 1er Janvier 2021 à la date d'émission de notre rapport.

Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur le point suivant exposé dans la note 2.1 de l'annexe des comptes consolidés concernant les faits significatifs de l'exercice.

3 - Justification des appréciations

La crise mondiale liée à la pandémie de COVID-19 crée des conditions particulières pour la préparation et l'audit des comptes de cet exercice. En effet, cette crise et les mesures exceptionnelles prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire induisent de multiples conséquences pour les entreprises, particulièrement sur leur activité et leur financement, ainsi que des incertitudes accrues sur leurs perspectives d'avenir. Certaines de ces mesures, telles que les restrictions de déplacement et le travail à distance, ont également eu une incidence sur l'organisation interne des entreprises et sur les modalités de mise en œuvre des audits.
C'est dans ce contexte complexe et évolutif que en application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues notamment pour ce qui concerne la valorisation des participations. Dans ce cadre nos travaux ont consisté à prendre connaissance des documents supportant les estimations retenues par votre société, à en examiner le traitement comptable, et à nous assurer du caractère raisonnable des hypothèses retenues et des évaluations qui en résultent.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes consolidés pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes consolidés pris isolément.

4 – Vérification des informations relatives au groupe données dans le rapport sur la gestion du groupe

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, à la vérification spécifique prévue par la loi des informations relatives au groupe, données dans le rapport sur la gestion du groupe du Président.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

5 - Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes consolidés

Il appartient à la direction d'établir des comptes consolidés présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes consolidés ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes consolidés, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le Président.

6 - Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes consolidés. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;

- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes consolidés ;

- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes consolidés et évalue si les comptes consolidés reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle ;

- concernant l'information financière des personnes ou entités comprises dans le périmètre de consolidation,

- il collecte des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour exprimer une opinion sur les comptes consolidés. Il est responsable de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit des comptes consolidés ainsi que de l'opinion exprimée sur ces comptes.

Fait à Paris, le 9 Décembre 2021

AF CONSEIL



Alain FORT
Commissaire aux comptes
Compagnie Régionale de Paris

BRC



Bruno RONGIER
Commissaire aux Comptes
Compagnie Régionale de Paris

SECOB

L'EXPERTISE DU CONSEIL

Groupe STEVA

SAS GROUPE STEVA
170 Avenue du stade
42170 ST JUST ST RAMBERT

Steva
Solutions & Services

Comptes consolidés
Au 30 juin 2021

Sommaire

Etats financiers consolidés 4
1.1 Bilan consolidé 5
1.2 Compte de résultat consolidé 6
1.3 Tableau de flux de trésorerie consolidé 7
Annexe aux comptes consolidés 8
2.1 Activité du groupe et événements significatifs de l'exercice 9
2.1.1 Activité du groupe 9
2.1.2 Faits significatifs liés au périmètre de consolidation 9
2.1.3 Faits significatifs liés à l'activité et l'organisation 9
2.2 - Informations relatives au référentiel comptable, aux modalités de consolidation, et aux règles et méthodes d'évaluation 10
2.2.1 Référentiel comptable 10
2.2.2 Modalités de consolidation 10
2.2.3 Méthodes et règles d'évaluation 12
2.1 Informations relatives au périmètre de consolidation 16
2.1.1 Organigramme du groupe 16
2.1.2 Identification des sociétés consolidées 17
2.1.3 Sociétés exclues du périmètre de consolidation 17
2.1.4 Entités ad hoc 17
2.2 Informations permettant la comparabilité des comptes 18
2.2.1 Informations relatives aux variations de périmètre et des % d'intérêts 18
2.2.2 Changements comptables 18
2.3 Explications des postes du bilan et du compte de résultat et de leurs variations 19
2.3.1 Postes du bilan consolidé 19
2.3.2 Postes du compte de résultat consolidé 31
2.4 Autres informations 38
2.4.1 Information sectorielle 38
2.4.2 Informations diverses 39

Etats financiers consolidés

1.1 Bilan consolidé

Actif en EUR	30/06/2021	31/12/2020
Immobilisations incorporelles	152 751	132 275
Dont Ecart d'acquisition	*1*	*1*
Immobilisations corporelles	17 858 515	11 873 662
Immobilisations financières	169 844	148 979
Titres mis en équivalence		
Actif immobilisé	**18 181 110**	**12 154 916**
Stocks et en-cours	5 719 985	4 719 593
Clients et comptes rattachés	1 240 186	1 129 260
Autres créances et comptes de régularisation (4)	2 221 396	2 510 477
Valeurs mobilières de placement		
Disponibilités	2 506 199	3 109 152
Actif circulant	**11 687 766**	**11 468 482**
Total Actif	**29 868 876**	**23 623 398**

Passif	30/06/2021	31/12/2020
Capital (1)	50 000	50 000
Primes (1)		
Réserves et résultat consolidés (2)	3 248 756	-3 263 886
Autres (3)		
Capitaux propres - Part du groupe	**3 298 756**	**-3 213 886**
Intérêts minoritaires		
Provisions	**1 878 658**	**1 945 303**
Emprunts et dettes financières	10 775 405	11 296 591
Fournisseurs et comptes rattachés	5 653 056	5 067 203
Autres dettes et comptes de régularisations (5)	8 263 001	8 528 187
Dettes	**24 691 462**	**24 891 981**
Total Passif	**29 868 876**	**23 623 398**

(1) De l'entité mère consolidante

(2) Dont résultat net de l'exercice

(3) Détaillé dans l'analyse de la variation des capitaux propres (Part du groupe)

(4) Dont impôts différés actifs

(5) Dont impôts différés passifs

1.2 Compte de résultat consolidé

En EUR	30/06/2021	31/12/2020	31/12/2019
Chiffre d'affaires	**20 642 072**	**32 300 802**	**40 439 984**
Autres produits d'exploitation	1 216 892	-542 128	308 076
Achats consommés	11 813 560	17 798 657	24 284 726
Charges de personnel (1)	5 259 684	10 054 411	9 620 544
Autres charges d'exploitations	3 038 319	4 830 712	5 402 973
Impôts et taxes	244 004	517 178	572 319
Dotations aux amortissements, dépéciations et provisions	1 027 673	1 939 972	1 537 129
Résultat d'exploitation avant dotations aux dépréciations de l'écart d'acquisition	**475 724**	**-3 382 256**	**-669 631**
Dotation aux dépréciations des écarts d'acquisitions		-716 378	
Résultat d'exploitation après dotations aux dépréciations de l'écart d'acquisition	**475 724**	**-2 665 878**	**-669 631**
Produits et charges financières	-207 537	-411 186	-491 157
Produits et charges exceptionnelles	-169 721	-903 072	1 795 771
Impôts sur les résultats	**33 910**	**62 832**	**297 774**
Liaisons résultat		-1	2
Liaisons résultat			
Résultat net des entités intégrées	**64 556**	**-4 042 967**	**337 207**
Quote-part dans les résultats des entités mis en équivalence			
Résultat net d'ensemble consolidé	**64 556**	**-4 042 967**	**337 207**
Intérêts minoritaires			
Résultat net (Part du groupe)	**64 556**	**-4 042 967**	**337 207**
Résultat par action	12,91	-808,59	67,44
Résultat dilué par action	12,91	-808,59	67,44

(1) Y compris participation des salariés

1.3 Tableau de flux de trésorerie consolidé

En EUR	30/06/2021	31/12/2020
Résultat net consolidé	**64 556**	**-4 042 967**
Résultat des sociétés mise en équivalence		
Amortissements et provisions	607 000	676 502
Variation des impôts différés	33 910	-90 563
Plus-values de cession, nettes d'impôt	86 847	-20 011
Marge brute d'autofinancement des sociétés intégrées	**792 313**	**-3 477 039**
Dividendes reçus des sociétés mises en équivalence		
Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité	-537 940	1 120 960
Dont stocks	*-998 208*	*946 924*
Dont créances d'exploitation	*-252 553*	*-808 169*
Dont dettes d'exploitation	*712 821*	*982 205*
Dont Intra-groupe		
Flux net de trésorerie généré par l'activité	**254 373**	**-2 356 079**
Acquisition d'immobilisations	-412 682	-479 720
Cession d'immobilisations, nettes d'impôt	71 415	70 244
Incidence des variations de périmètres		
Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement	**-341 267**	**-409 476**
Dividendes versés aux actionnaires de la société mère		
Dividendes versés aux minoritaires des sociétés intégrées		
Dividendes en intragroupe		-2
Augmentations ou diminutions de capital en numéraire	1	
Emissions d'emprunts	20 560	5 707 265
Remboursements d'emprunts	-536 315	-749 465
Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement	**-515 754**	**4 957 798**
Incidence des variations de cours des devises		-2 364
Variations de trésorerie	**-602 192**	**2 189 879**
Trésorerie d'ouverture	**3 099 532**	**909 653**
Trésorerie de clôture	**2 497 339**	**3 099 532**

Annexe aux comptes consolidés

2.1 Activité du groupe et événements significatifs de l'exercice

2.1.1 Activité du groupe

Le groupe Steva a pour activité principale l'emboutissage de pièces métalliques.

2.1.2 Faits significatifs liés au périmètre de consolidation

Au 30/06/2021, les sociétés STEVA ORLEANS, STEVA ST ETIENNE, STEVA LOIR ET CHER et BTS, ont procédés à une nouvelle réévaluation de l'ensemble de leurs immobilisations corporelles, d'un montant de 6 447 204 euros.

2.1.3 Faits significatifs liés à l'activité et l'organisation

La société a décidé de modifier sa date de clôture au 30 juin au lieu du 31 décembre et pour la 1ère fois le 30 juin 2021.
De ce fait l'exercice 2021 a une durée de 6 mois. En comparatif, les comptes du 31 décembre 2020 ont une durée de 12 mois.
Seule la société STEVA POLOGNE conserve sa date de clôture au 31/12/2021.

2.2 - Informations relatives au référentiel comptable, aux modalités de consolidation, et aux règles et méthodes d'évaluation

2.2.1 Référentiel comptable

Les comptes consolidés sont établis selon les principes comptables généralement admis en France.

Les comptes consolidés sont établis conformément aux dispositions du règlement ANC 2020-01.

Les présents comptes consolidés sont établis en euros. De même, sauf mention contraire, les données présentées en annexe sont exprimées en euros.

2.2.2 Modalités de consolidation

2.2.2.1 Méthodes de consolidation

Les sociétés dans lesquelles la société-mère assure le contrôle exclusif, directement et indirectement, sont consolidées selon la méthode d'intégration globale.

L'intégration globale consiste à :

- Intégrer dans les comptes de l'entreprise consolidante les éléments des comptes des entreprises consolidées ;
- Procéder aux différents retraitements ;
- Répartir les capitaux propres et le résultat entre les intérêts de l'entreprise consolidante et les intérêts des autres actionnaires ou associés dits « minoritaires » ;
- Eliminer les opérations en comptes entre l'entreprise intégrée globalement et les autres entreprises consolidées.

Dans le cas d'un contrôle conjoint, les balances des sociétés concernées sont intégrées proportionnellement au pourcentage détenu.

L'intégration proportionnelle consiste à :

- Intégrer dans les comptes de l'entreprise consolidante les éléments des comptes des entreprises consolidées à hauteur du pourcentage détenu ;
- Procéder aux différents retraitements ;
- Eliminer les opérations en comptes entre l'entreprise intégrée globalement et les autres entreprises consolidées à hauteur de la balance intégrée.

La mise en équivalence consiste à substituer à la valeur comptable des titres détenus la quote-part des capitaux propres.

Certaines participations répondant aux critères ci-dessus ne sont pas consolidées du fait de leur faible impact (cf. note « sociétés exclues du périmètre de consolidation »).

2.2.2.2 Date de clôture des comptes

Les sociétés sont consolidées sur la base de leurs comptes sociaux arrêtés le 30 juin 2021.

Les comptes des entreprises consolidées sont arrêtés à la même date que celle de la société consolidante.

La durée de l'exercice des sociétés consolidées est de 6 mois exceptionnellement, en raison du changement de clôture, passant du 31 décembre au 30 juin.

2.2.2.3 Modalités de traitement des écarts d'acquisition

Les écarts de "1ère consolidation" constatés à l'occasion des prises de participation (excédent du prix d'acquisition des titres sur la quote-part des capitaux propres retraités à la date d'acquisition) sont imputés en totalité en écarts d'acquisition lorsqu'ils ne peuvent être directement ventilés, de manière fiable, dans les postes du bilan en tant qu'écart de réévaluation.

Conformément à la réglementation de l'ANC n°2015-07 du 23 novembre 2015, applicable au 1er janvier 2016, le groupe détermine la durée d'utilisation, limitée ou non, de l'écart d'acquisition, à partir de l'analyse documentée des caractéristiques pertinentes de l'opération d'acquisition concernée, notamment sur les aspects techniques, économiques et juridiques.

Lorsqu'il n'y a pas de limite prévisible à la durée pendant laquelle l'écart d'acquisition procurera des avantages économiques au groupe, ce dernier n'est pas amorti. Dans ce cas, un test de dépréciation est réalisé chaque année. Dans le cas contraire, un amortissement est pratiqué.

Lorsque l'écart d'acquisition est négatif (lorsque le prix d'acquisition des titres est inférieur à la quote-part des capitaux acquis), il est inscrit dans un compte de provisions au passif du bilan et est repris dans le résultat consolidé sur une durée qui dépend des hypothèses retenues lors de l'acquisition.

2.2.3 Méthodes et règles d'évaluation

2.2.3.1 Retraitement des comptes sociaux

Les retraitements de consolidation ont porté sur l'élimination d'une part, des comptes et opérations réciproques, et d'autre part, des résultats internes à l'ensemble consolidé (dividendes et réévaluations internes le cas échéant).

Les provisions règlementées et la fiscalité différée ont fait l'objet de retraitements.

2.2.3.2 Immobilisations incorporelles et corporelles

Evaluation au coût d'acquisition (prix d'achat + frais accessoires) ou coût de production.

Amortissements pour dépréciation selon le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue, et en accord avec les pratiques professionnelles du secteur d'activité :

Logiciels	*1 à 3 ans*
Constructions	*20 à 25 ans*
Agencement des constructions	*10 à 20 ans*
Installations techniques et divers	*10 ans*
Matériels et outillages	*5 ans*
Matériel de transport	*4 à 5 ans*
Matériel de bureau et informatique	*2 à 5 ans*

Contrats de location-financement

Les contrats de location-financement, conformément à la méthode obligatoire du règlement ANC 2020-01, sont retraités afin que l'opération se traduise comme une acquisition d'immobilisations à crédit.

Les modalités de retraitement sont :

Amortissement économique sur la durée et le mode retenu pour des biens équivalents utilisés par les sociétés consolidées lorsqu'elles en sont propriétaires. Toutefois, lorsque le bail ne prévoit pas au terme le transfert de propriété du bien de manière certaine ou hautement probable, le bien est amorti sur la durée du bail.

Amortissement financier selon un plan d'amortissement déterminant la charge d'intérêt au titre d'une période sur la base du taux implicite du contrat appliqué au capital restant dû en début de période.

2.2.3.3 Titres immobilisés

Le poste concerne notamment des titres de participations non consolidés, enregistrés à leur valeur d'acquisition et d'autres immobilisations financières (autres titres immobilisés, dépôts et cautionnements, créances rattachées à des participations mises en équivalence).

Une dépréciation est constituée si la valeur d'utilité pour le Groupe devient inférieure à la valeur comptable.

2.2.3.4 Stocks et en-cours

Les stocks de matières premières et marchandises sont valorisés suivant la méthode du premier entré, premier sorti. Pour des raisons pratiques et sauf écart significatif, le dernier prix d'achat connu a été retenu.

Ces éléments ont, le cas échéant, été dépréciés pour tenir compte de leur valeur actuelle à la date de clôture de l'exercice.

2.2.3.5 Créances et dettes

Les créances et dettes sont valorisées à leur valeur nominale.

Les créances ont, le cas échéant, été dépréciées lorsque leur valeur d'inventaire est inférieure à leur valeur comptable.

2.2.3.6 Titres de placement

Les titres de placement sont enregistrés pour leur prix d'acquisition.

Lorsque la valeur d'inventaire des titres, qui est fonction de leur valeur d'utilité et de leur valeur probable de négociation, est inférieure au prix d'acquisition, une provision pour dépréciation est constituée. Les plus-values latentes sur les VMP n'ont pas été comptabilisées.

2.2.3.7 Impôts différés

Des impôts différés sont comptabilisés pour tenir compte :

- Du décalage temporaire, dans les comptes sociaux, entre l'assiette fiscale et le résultat comptable,
- Des écritures de retraitement et d'élimination spécifiques à la consolidation,
- Des déficits fiscaux reportables, dans la mesure où leur imputation sur les bénéfices fiscaux futurs, est probable.

Les impôts différés sont calculés sur toutes les différences temporaires provenant de l'écart entre la base fiscale et la base comptable consolidée des actifs et des passifs selon une approche bilantielle avec application du report variable.

Le calcul des impositions différées est effectué à la fin de chaque exercice sur la base du taux d'impôt et des règles fiscales en vigueur à la clôture de l'exercice qui seront applicables lorsque les différences futures se résorberont. Les impôts différés actifs et passifs font l'objet d'une compensation lorsqu'ils concernent une même entité fiscale.

Le taux d'impôt différé retenu a été de 26,5% en fonction des règles de dégressivité introduites par la loi de finances 2017. La contribution sociale additionnelle de 3,3 % n'a pas été prise en compte sur les impôts différés.

2.2.3.8 Autres produits et charges d'exploitation

Les cessions de matériels sont considérées comme faisant partie de l'activité courante et sont classées dans les rubriques du résultat d'exploitation (autres produits pour les prix de vente, et autres charges pour les valeurs nettes comptables).

2.2.3.9 Produits et charges exceptionnels

Les produits et charges exceptionnels tiennent compte des éléments qui ne sont pas liés à l'activité normale de l'entreprise.

2.2.3.10 Trésorerie

Le Groupe définit la trésorerie comme l'ensemble des liquidités en comptes courants bancaires et en placement de trésorerie sans risque sous déduction des découverts bancaires et des financements à court terme.

2.2.3.11 Provisions pour risques et charges

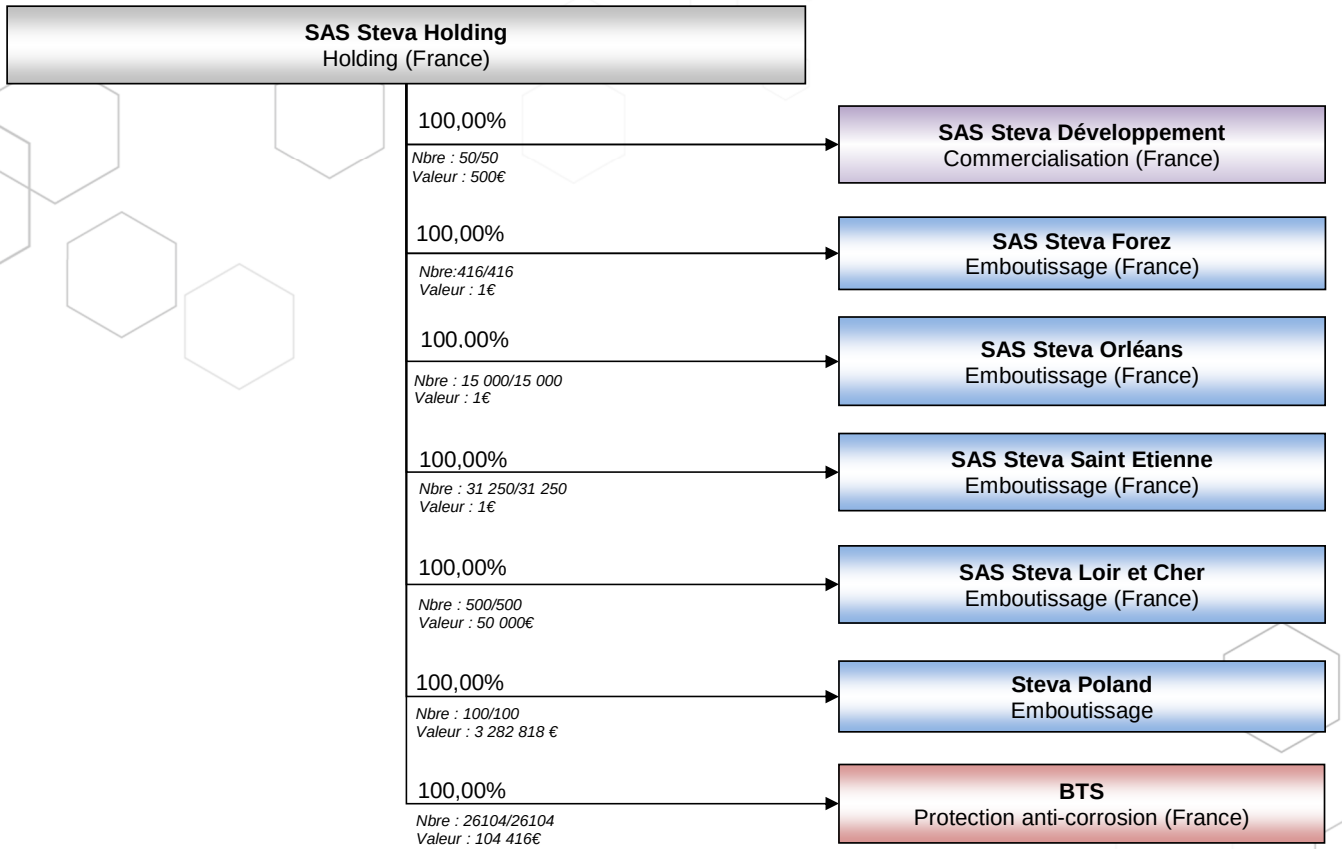
Le Groupe analyse les risques en cours. Des provisions sont constituées, si nécessaire, après l'examen de chaque dossier.

2.2.3.12 Provisions pour risques et charges

Ces résultats sont déterminés par référence à l'avis n° 27 de l'OEC.
Les résultats par action sont calculés sur le résultat net, part du groupe.

2.1 Informations relatives au périmètre de consolidation

2.1.1 Organigramme du groupe



2.1.2 Identification des sociétés consolidées

Entités	Siret	Adresse	Méthode N	Méthode N-1	% intérêt	Pays
Sas Steva Holding	80252180700015	ZI Les Murons 42160 ANDREZIEUX BOUTHEON	IG	IG	100,00%	France
Sasu Steva Developpement	80469975900010	23 rue Henri Dunant 45140 ST JEAN DE LA RUELLE	IG	IG	100,00%	France
Sasu Steva Forez	66450016200030	Ld Les Places 42890 SAIL SOUS COUZAN	IG	IG	100,00%	France
Sasu Steva Orléans	40342694300011	23 rue Henri Dunant 45140 ST JEAN DE LA RUELLE	IG	IG	100,00%	France
Sas Steva Saint Etienne	44249834100019	ZA Les Planchettes 42110 FEURS	IG	IG	100,00%	France
Sas Steva Loir et Cher	80874541800018	1 Avenue du Docteur Jeulain 41800 MONTOIRE SUR LE LOIR	IG	IG	100,00%	France
Steva Poland		SIEDLCE (Pologne)	IG	IG	100,00%	Pologne
SAS BTS	42074398100029	172 Avenue d'Auvergne 43100 BRIOUDE	IG	IG	100,00%	France

2.1.3 Sociétés exclues du périmètre de consolidation

Néant.

2.1.4 Entités ad hoc

Il n’existe aucune entité ad hoc.

2.2 Informations permettant la comparabilité des comptes

2.2.1 Informations relatives aux variations de périmètre et des % d'intérêts

2.2.1.1 Variations de périmètre

Aucune variation de périmètre survenues au cours de l'exercice.

2.2.1.2 Variations des pourcentages d'intérêt

Aucune variation des pourcentages d'intérêt survenues au cours de l'exercice.

2.2.1.3 Comparabilité des comptes

Comme évoqué en 2.1.3, la comparabilité des exercices n'est pas possible.

2.2.2 Changements comptables

2.2.2.1 Changements de méthode

L'application du règlement ANC2020-01 constitue un changement de méthode portant sur certaines modalités d'établissement et de présentation des comptes consolidés du groupe. Cependant, l'incidence de ce changement est non significative sur les comptes 30/06/2021.

2.2.2.2 Changements de modalités d'application ou d'estimations

Aucun changement de modalités d'application ou d'estimations n'a été opéré.

2.2.2.3 Corrections d'erreurs

Aucune correction d'erreurs n'a été opérée.

2.3 Explications des postes du bilan et du compte de résultat et de leurs variations

2.3.1 Postes du bilan consolidé

2.3.1.1 Actif

Immobilisations et amortissements : immobilisations incorporelles

Valeurs brutes	Ouverture	Augmentations	Diminutions	Variations de périmètre	Autres mouvements	Clôture
Ecarts d'acquisition	1					1
Marques						
Frais de développement						
Concessions, brevets et droits similaires	140 478	7 248			11 679	159 405
Immobilisations incorporelles en crédit bail et conti	72 018					72 018
Autres immobilisations incorporelles	99 092					99 092
Immobilisations incorporelles en cours	62 657	25 177			-11 679	76 155
Avances, acomptes sur immo. incorporelles						
Immobilisations Incorporelles brutes	**374 246**	**32 425**				**406 671**

Amortissements et provisions	Ouverture	Augmentations	Diminutions	Variations de périmètre	Autres mouvements	Clôture
Ecarts d'acquisition						
Marques						
Frais de développement						
Concessions, brevets et droits similaires	132 591	6 805				139 396
Immobilisations incorporelles en crédit bail et conti	10 288	5 144				15 432
Autres immobilisations incorporelles	99 092					99 092
Immobilisations incorporelles en cours						
Avances, acomptes sur immo. incorporelles						
Amortissements et provisions	**241 971**	**11 949**				**253 920**

Valeurs nettes	Ouverture	Augmentations	Diminutions	Variations de périmètre	Autres mouvements	Clôture
Ecarts d'acquisition	1					1
Marques						
Frais de développement						
Concessions, brevets et droits similaires	7 887	443			11 679	20 009
Immobilisations incorporelles en crédit bail et conti	61 730	-5 144				56 586
Autres immobilisations incorporelles						
Immobilisations incorporelles en cours	62 657	25 177			-11 679	76 155
Avances, acomptes sur immo. incorporelles						
Valeurs nettes	**132 275**	**20 476**				**152 751**

Immobilisations et amortissements : immobilisations corporelles

Valeurs brutes en EUR	Ouverture	Augmentations	Diminutions	Variations de périmètre	Autres mouvements	Clôture
Terrains	260 531				466 922	727 453
Constructions	3 927 134				3 177 681	7 104 815
Installations techniques, matériel, outillage	14 823 018	198 489	285 041		3 007 500	17 743 966
Immobilisations corporelles en crédit bail et contra	5 809 532				-20 929	5 788 603
Autres immobilisations corporelles	1 997 706	55 070	3 281		44 250	2 093 745
Immobilisations en cours	237 836	100 640			-218 150	120 326
Avances et acomptes						
Valeurs brutes	**27 055 757**	**354 199**	**288 322**		**6 457 274** (1)	**33 578 908**

Amortissements et provisions	Ouverture	Augmentations	Diminutions	Variations de périmètre	Autres mouvements	Clôture
Terrains	74 372	610				74 982
Constructions	752 598	83 040			202	835 840
Installations techniques, matériel, outillage	8 887 910	365 849	130 582		4 180	9 127 357
Immobilisations corporelles en crédit bail et contra	4 255 407	146 441				4 401 848
Autres immobilisations corporelles	1 211 808	68 530			28	1 280 366
Immobilisations en cours						
Avances et acomptes						
Amortissements et provisions	**15 182 095**	**664 470**	**130 582**		**4 410**	**15 720 393**

Valeurs nettes	Ouverture	Augmentations	Diminutions	Variations de périmètre	Autres mouvements	Clôture
Terrains	186 159	-610			466 922	652 471
Constructions	3 174 536	-83 040			3 177 479	6 268 975
Installations techniques, matériel, outillage	5 935 108	-167 360	154 459		3 003 320	8 616 609
Immobilisations corporelles en crédit bail et contra	1 554 125	-146 441			-20 929	1 386 755
Autres immobilisations corporelles	785 898	-13 460	3 281		44 222	813 379
Immobilisations en cours	237 836	100 640			-218 150	120 326
Avances et acomptes						
Valeurs nettes	**11 873 662**	**-310 271**	**157 740**		**6 452 864**	**17 858 515**

(1) Réevaluation des actifs

Immobilisations et dépréciations : immobilisations financières

Valeurs brutes	Ouverture	Augmentations	Diminutions	Variations de périmètre	Autres mouvements	Clôture
Titres de participations	1 159					1 159
Créances rattachées à des participations						
Autres titres immobilisés	14 260				-4 671	9 589
Prêts	22 392					22 392
Autres immobilisations financières	114 206	26 058	522			139 742
Titres mis en équivalence						
Valeurs brutes	**152 017**	**26 058**	**522**		**-4 671**	**172 882**

Provisions	Ouverture	Augmentations	Diminutions	Variations de périmètre	Autres mouvements	Clôture
Titres de participations						
Créances rattachées à des participations						
Autres titres immobilisés						
Prêts						
Autres immobilisations financières	3 038					3 038
Titres mis en équivalence						
Provisions	**3 038**					**3 038**

Valeurs nettes	Ouverture	Augmentations	Diminutions	Variations de périmètre	Autres mouvements	Clôture
Titres de participations	1 159					1 159
Créances rattachées à des participations						
Autres titres immobilisés	14 260				-4 671	9 589
Prêts	22 392					22 392
Autres immobilisations financières	117 244	26 058	522			142 780
Titres mis en équivalence						
Valeurs nettes	**148 979**	**26 058**	**522**		**-4 671**	**169 844**

Ecarts de réévaluation

Les éléments réévalués dans les comptes sociaux se décomposent de la manière suivante :

Société	Ecart de réevaluation	Net N	Net N-1
Sasu Steva Orléans	Installations techniques, matériel industriels	3 224 614	1 819 471
Sas Steva Saint Etienne	Ensemble immobiliers	3 047 977	1 308 000
Sas Steva Loir et Cher	Ensemble immobiliers	866 245	
SAS BTS	Ensemble immobiliers	5 247 163	2 811 324
		12 385 999	**5 938 795**

Actifs pris en location financement

Les contrats retraités s'analysent de la manière suivante :

Contrats de location-financement retraités	30/06/2021	31/12/2020
Terrains	0	0
Constructions	854 000	854 000
Matériels industriels	4 855 533	4 876 462
Autres immobilisations corporelles	79 070	79 070
Immobilisations en cours	0	0
Total valeurs brutes	5 860 621	5 881 550
Immobilisations incorporelles	-15 432	-10 288
Terrains	0	0
Constructions	-439 614	-422 534
Matériels industriels	-3 913 731	-3 792 277
Autres immobilisations corporelles	-48 503	-40 596
Immobilisations en cours	0	0
Total amortissements	-4 417 280	-4 265 695
Total valeurs nettes	1 443 341	1 615 855
Emprunts restant dû	1 920 948	2 111 669
Dont à moins d'1 an	103 907	110 212
Dont de 1 an à 5 ans	1 304 574	1 488 990
Dont + de 5 ans	512 467	512 467

Titres immobilisés

Les titres apparaissant au sein de ce poste correspondent à des détentions marginales dans les entités concernées ou des titres de sociétés non consolidées.

Société	Titres détenus	Valeur brute	Dépréciation	VNC
Sas Steva Saint Etienne	Divers	1 159		1 159
Sasu Steva Forez	Divers	4 163		4 163
SAS BTS	Parts sociales BPMC/CMGM	5 426		5 426
		10 748		**10 748**

Stocks et en-cours

Stocks et en cours	Net N	Net N-1
3000 - Matières premières,approvisionn.	2 805 994	2 661 327
3300 - En cours de production de biens	1 465 113	983 148
3400 - En cours de production de services	61 101	53 215
3500 - Produits intermédiaires et finis	1 744 104	1 316 183
3700 - Marchandises	28 430	28 644
3900 - Provisions sur matières premières	-190 654	-162 460
3930 - Provisions/ en cours de biens	-4 150	-4 853
3950 - Provisions/ produits finis	-180 925	-148 355
3970 - Provisions/ marchandises	-9 028	-7 256
...		
	5 719 985	**4 719 593**

Créances

Créances et comptes de régularisation	Net N	< 1an	1 à 5 ans	> 1 an	Net N-1
4090 - Acomptes et avances versés sur commandes					6 880
4100 - Clients et comptes rattachés	1 157 693	1 157 693			1 046 767
4160 - Clients douteux	139 395	139 395			139 395
4236 - Créances sociales - Personnel (IFRS :NC)	12 300	12 300			11 300
4237 - Créances sociales - Organismes (IFRS :NC)	2 124	2 124			464
4430 - Créances fiscales	220 380	220 380			238 871
4445 - Actif d'Impôt différé 99-02 (IFRS:NC)					421 689
4450 - Taxe sur le chiffre d'affaires - Actif	332 879	332 879			480 114
4500 - Comptes courants débiteurs	27 539	27 539			27 538
4600 - Autres créances 99-02 (IFRS:C)	1 236 049	1 236 049			795 637
4860 - Charges constatées d'avance	390 125	390 125			527 984
4910 - Provisions dépréciation clients	-56 902	-56 902			-56 902
180R - Liaison Bilan					
	3 461 582	**3 461 582**			**3 639 737**

Disponibilités et valeurs mobilières de placement

Disponibilités et valeurs mobilières de placement	Net N	Net N-1
5120 - Disponibilités	2 506 199	3 109 152
	2 506 199	**3 109 152**

2.3.1.2 Passif

Capitaux propres

La composition du capital social est la suivante :

	Clôture	Ouverture
Nombre de titres	5 000	5 000
Valeur nominale	10,00	10,00
Capital social	50 000	50 000

Les capitaux propres part du groupe ont évolué de la manière suivante :

En EUR	Capital	Réserves	Résultats	Autres	Total part groupe
Capitaux propres N-2	**50 000**	**459 118**	**337 207**		**846 325**
Affectation en réserves		337 207	-337 207		
Distributions de dividendes					
Variation de capital					
Résultat			-4 042 967		**-4 042 967**
Variations des écarts de conversion		-17 241			**-17 241**
Autres variations					
Capitaux propres N-1	**50 000**	**779 081**	**-4 042 967**		**-3 213 886**
Affectation en réserves		-4 042 967	4 042 967		
Distributions de dividendes					
Variation de capital					
Résultat			64 556		**64 556**
Variations des écarts de conversion		881			**881**
Autres variations (1)		6 447 206			**6 447 206**
Capitaux propres N	**50 000**	**3 184 201**	**64 556**		**3 298 757**

(1) Confère 2.3.1 sur la réevaluation des actifs

Passage SN sociale à consolidée	Réserves	Résultat	Total
Cumul des comptes sociaux	7 181 429	-1 554 591	5 626 838
Retraitements :			
Provisions réglementées	35 133	-2 834	32 299
Annulation des frais d'Ets			
Retrait Locat° Financement	1 290 549	-85 463	1 205 086
Provision IDR	-767 517	-11 299	-778 816
Retrait JV	2 712 501	-50 450	2 662 051
Retrait divers	-1 639 164	161 683	-1 477 481
Positions Impôt différé	-366 525	-33 908	-400 432
Autres retraitements			
Eliminations :			
Distributions intra-groupe / l'ex.			
Annulat° marge / stock IG			
Annulat° + Values Cession IG	-20 000		-20 000
Provisions IG s/ titres		1 641 419	1 641 419
Provisions IG s/ créances & PRC	81 537		81 537
Eliminations diverses			
Autres éliminations			
SN retraitée avant partage	8 507 944	64 557	8 572 501
Intérêts des minoritaires			
(-) Intég° Proport et MEE (Q.P exclue)			
(-) Elimination des titres (retraités)	-4 557 369		-4 557 369
(+) Ecarts d'acquisition positifs			
(-) Amort. / écarts d'acquis° positifs			
(-) Amort. / FdC assimilés E.A			
(-) Ecarts d'acquisition négatifs net	-716 379		-716 379
Correction capitaux propres négatifs			
Autres éléments	4	-2	3
Situation Nette - Part du groupe	**3 234 200**	**64 555**	**3 298 755**

Provisions pour risques et charges

	Ouverture	Dotations	Reprises utilisées	Reprises non utilisées	Charge ID	Autres variations	Clôture
Ecarts d'acquisit° négatifs, titres MEE	716 379						716 379
Provisions pour risques	320 146	38 250	-44 500				313 896
Provisions pour IFC	767 517	11 299					778 816
Autres provisions pour charges	141 261	35 853	-107 547				69 567
	1 945 303	**85 402**	**-152 047**				**1 878 658**

	Dotations	Reprises
Exploitation	70 935	-65 886
Financier		
Exceptionnel	14 467	-86 161
	85 402	**-152 047**

Engagements en matière de retraite

Il est à noter que les engagements en matière de retraite ne sont pas constatés sous forme de provision dans les comptes sociaux.

Conformément au règlement ANC 2020-01, les engagements de retraite ont été évalués et provisionnés.

Le calcul a été réalisé selon la méthode prospective, en tenant compte des hypothèses suivantes :

- Départ uniforme à 65 ans.
- Application de la convention collective de la métallurgie
- Provisionnement des charges sociales.
- Taux d'actualisation : 1,032%
- Taux de progression des salaires : 1,015%

Dettes

Dettes	Net N	< 1an	1 à 5 ans	> 5 ans	Net N-1
1630 - Autres emprunts oblig. 99-02 (IFRS:NC)	2 000 000	1 000 000	1 000 000		2 000 000
1640 - Empr & dettes..Ets crédit 99-02(IFRS:NC)	6 712 839	709 737	5 342 788	660 314	7 047 514
1640CBA - Avance preneur s/ CBI	-167 381		-167 381		-181 445
1640CB - Emprunt en crédit-bail 99-02 (IFRS:NC)	2 088 329	103 907	1 471 955	512 467	2 293 114
1680 - Autres emprunts et dettes assimilées	132 758	300 139	-167 381		127 788
5190 - Concours bancaires courants	8 860	8 860			9 620
Emprunts et dettes financières	***10 775 405***	***2 122 643***	***7 479 981***	***1 172 781***	***11 296 591***
4010 - Dettes fournisseurs et comptes rattachés	5 626 856	5 626 856			5 033 216
4190 - Avances, acomptes reçus / commandes	26 200	26 200			33 987
Fournisseurs et comptes rattachés	***5 653 056***	***5 653 056***			***5 067 203***
4232 - Dettes sociales - Personnel (IFRS :NC)	1 054 350	1 054 350			677 679
4233 - Dettes sociales - Organismes (IFRS :NC)	1 575 685	1 575 685			2 066 335
4435 - Dettes fiscales	357 962	357 962			323 679
4440 - Impôt à payer (IFRS :C) Activité	8 079	8 079			8 079
1559 - Passifs d'impôts différés 99-02 (IFRS:NC)	400 434	400 434			788 214
4455 - Taxe sur le chiffre d'affaires - Passif	589 742	589 742			626 921
Etat, organismes sociaux, personnel	***3 986 252***	***3 986 252***			***4 490 907***
4510 - Compte courants créditeurs	92 530	92 530			80 220
4650 - Autres dettes 99-02 (IFRS:C)	3 815 587	3 815 587			3 753 929
4771 - Ecart d'arrondi passif					5
4870 - Produits constatés d'avance	368 632	368 632			203 126
Autres dettes et cptes de régularisat°	***4 276 749***	***4 276 749***			***4 037 280***
	24 691 462	**16 038 700**	**7 479 981**	**1 172 781**	**24 891 981**

Mouvements des emprunts et dettes financières diverses

Mouvements des emprunts	Ouverture	Nouveaux	Rembourst	Autres var	Clôture	< 1an	1 à 5 ans	> 5 ans
Emprunts obligataires								
Sas Steva Holding	2 000 000				2 000 000	1 000 000	1 000 000	
Sasu Steva Developpement								
Sasu Steva Besançon								
Sasu Steva Forez								
Sasu Steva Orléans								
Sas Steva Saint Etienne								
Sasu Steva Sochaux								
Sas Steva Loir et Cher								
Steva Poland								
Sasu Steva Limousin								
Steva Mexico								
SAS BTS								
Total	**2 000 000**				**2 000 000**	**1 000 000**	**1 000 000**	
Emprunts auprès des établissements de crédit								
Sas Steva Holding	585 000				585 000			585 000
Sasu Steva Developpement								
Sasu Steva Besançon								
Sasu Steva Forez	100 608		-28 202		72 406	62 593	9 813	
Sasu Steva Orléans	5 398 923	9 899	-211 675		5 197 147	429 625	4 692 208	75 314
Sas Steva Saint Etienne	108 384		-30 672		77 712	62 040	15 672	
Sasu Steva Sochaux								
Sas Steva Loir et Cher	257 046		-5 796		251 250	42 412	208 838	
Steva Poland								
Sasu Steva Limousin								
Steva Mexico								
SAS BTS	597 553		-68 229		529 324	113 067	416 257	
Total	**7 047 514**	**9 899**	**-344 574**		**6 712 839**	**709 737**	**5 342 788**	660 314
Emprunts s/ contrats de location-financement								
Sas Steva Holding								
Sasu Steva Developpement								
Sasu Steva Besançon								
Sasu Steva Forez								
Sasu Steva Orléans	2 117 195		-164 329		1 952 866	54 060	1 386 339	512 467
Sas Steva Saint Etienne	59 118		-6 785		52 333	14 278	38 055	
Sasu Steva Sochaux								
Sas Steva Loir et Cher	32 985		-21 684		11 301	11 301		
Steva Poland								
Sasu Steva Limousin								
Steva Mexico								
SAS BTS	83 816		-11 987		71 829	24 268	47 561	
Total	**2 293 114**		**-204 785**		**2 088 329**	**103 907**	**1 471 955**	512 467
Dépôts et cautionnements								
Sas Steva Holding								
Sasu Steva Developpement								
Sasu Steva Besançon								
Sasu Steva Forez								
Sasu Steva Orléans	-181 445		14 064		-167 381		-167 381	
Sas Steva Saint Etienne								
Sasu Steva Sochaux								
Sas Steva Loir et Cher								
Steva Poland								
Sasu Steva Limousin								
Steva Mexico								
SAS BTS								
Total	**-181 445**		**14 064**		**-167 381**		**-167 381**	
Autres emprunts et dettes diverses								
Sas Steva Holding	65 078	10 591			75 669	75 669		
Sasu Steva Developpement								
Sasu Steva Besançon								
Sasu Steva Forez	212		-120		92	92		
Sasu Steva Orléans	23 317			-4 671	18 646	18 646		
Sas Steva Saint Etienne	144		-57		87	87		
Sasu Steva Sochaux								
Sas Steva Loir et Cher	843		-843					
Steva Poland								
Sasu Steva Limousin								
Steva Mexico								
	38 194	70			38 264	38 264		
Total	**127 788**	**10 661**	**-1 020**	**-4 671**	**132 758**	**132 758**	**-167 381**	

2.3.2 Postes du compte de résultat consolidé

2.3.2.1 Chiffre d'affaires et autres produits d'exploitation

Chiffre d'affaires

Chiffre d'affaires	Net N	Net N-1	Variat° (Val)	Variat° (%)
7010 - Production vendue de biens	17 331 374	27 811 914	-10 480 540	-38%
7060 - Production vendue de service	2 399 109	3 787 697	-1 388 588	-37%
7070 - Ventes de marchandises	884 424	716 812	167 612	23%
7080 - Produits des activités annexes	27 165	-15 621	42 786	-274%
	20 642 072	**32 300 802**	**-11 658 730**	**-36%**

Autres produits d'exploitation

Autres produits d'exploitation	Net N	Net N-1	Variat° (Val)	Variat° (%)
7100 - Production stockée	753 594	-715 293	1 468 887	-205%
7200 - Production immobilisée	77 201	50 505	26 696	53%
7400 - Subventions d'exploitation	12 412		12 412	
7500 - Autres produits	11 280	3 411	7 869	231%
7815 - Reprises sur provisions d'exploitation	65 886	225 807	-159 921	-71%
7817 - Reprises sur dépréciation des actifs circulants	218 487	268 812	-50 325	-19%
7910 - Transfert de charges d'exploitation	78 032	-375 370	453 402	-121%
	1 216 892	**-542 128**	**1 759 020**	**-324%**

2.3.2.2 Achats, charges externes, impôts et taxes

Achats, charges externes, impôts et taxes	Net N	Net N-1	Variat° (Val)	Variat° (%)
6010 - Achats matières premières,aut.appro	8 455 828	11 453 167	-2 997 339	-26%
6031 - Variation de stock (matières prem.)	-176 759	248 374	-425 133	-171%
6037 - Variation de stocks (marchandises)	-157 429	-6 712	-150 717	2245%
6070 - Achats de marchandises	480 371	433 594	46 777	11%
Achats et variations de stocks	***8 602 011***	***12 128 423***	***-3 526 412***	***-29%***
6040 - Achats d'études et prestations de services	2 230 333	4 441 449	-2 211 116	-50%
6050 - Achats de matériel, équipements et travaux	226	1 987	-1 761	-89%
6060 - Achats non stockés de matière et fournitures	980 990	1 226 798	-245 808	-20%
6110 - Sous-traitance	247 922	422 765	-174 843	-41%
6122 - Redevances de crédit bail mobilier	39 901	64 481	-24 580	-38%
6130 - Locations	171 839	389 811	-217 972	-56%
6150 - Entretiens et réparations	548 381	975 701	-427 320	-44%
6160 - Primes d'assurance	175 609	258 931	-83 322	-32%
6180 - Etudes, documentations, séminaires	2 373	19 822	-17 449	-88%
6210 - Personnels extérieurs	565 673	654 850	-89 177	-14%
6220 - Rémunérations d'intermédiaires et honoraire	492 899	794 706	-301 807	-38%
6230 - Publicité, publications, relations publiques	262	427	-165	-39%
6240 - Transports de biens et transports collectifs du	642 810	948 446	-305 636	-32%
6250 - Déplacements, missions et réceptions	49 300	92 705	-43 405	-47%
6260 - Frais postaux et de télécommunications	40 574	64 947	-24 373	-38%
6270 - Services bancaires et assimilés	19 352	39 309	-19 957	-51%
6280 - Cotisations	29 945	58 186	-28 241	-49%
Autres achats et charges externes	***6 238 389***	***10 455 321***	***-4 216 932***	***-40%***
6300 - Impôts et taxes	244 004	517 178	-273 174	-53%
Impôts et taxes	***244 004***	***517 178***	***-273 174***	***-53%***
6500 - Autres charges	11 479	45 625	-34 146	-75%
Autres charges d'exploitation	***11 479***	***45 625***	***-34 146***	***-75%***
	15 095 883	**23 146 547**	**-8 050 664**	**-35%**

2.3.2.3 Coût des ressources humaines

Charges de personnel

Charges de personnel	Net N	Net N-1	Variat° (Val)	Variat°(%)
6400 - Salaires et traitements	3 853 435	7 690 591	-3 837 156	-50%
6450 - Charges sociales	1 406 249	2 363 820	-957 571	-41%
Personnel salarié	***5 259 684***	***10 054 411***	***-4 794 727***	***-48%***
6210 - Personnels extérieurs	565 673	654 850	-89 177	-14%
Personnel extérieur				
	5 259 684	**10 054 411**	**-4 794 727**	**-48%**

Effectif

Effectifs (ETP)	N	N-1	Variat° (Val)
Sociétés consolidées en intégration globale	222	225	-3

2.3.2.4 Amortissements et provisions

Amortissements et provisions	Net N	Net N-1	Variat° (Val)	Variat° (%)
6811 - Dotations aux amort. des immo. Corp. & incor	676 419	1 386 851	-710 432	-51%
6815 - Dotations aux provisions d'exploitation	70 935	181 746	-110 811	-61%
6817 - Dotations aux dépréciations des actifs circula	280 319	371 375	-91 056	-25%
6818 - Dotations aux amort. écarts acquis.		-716 378	716 378	-100%
6870 - Dotations exception. amort., prov.	14 467	93 695	-79 228	-85%
6872 - Dotations provisions réglementées				
Dotations	***1 042 140***	***1 317 289***	***-275 149***	***-21%***
7815 - Reprises sur provisions d'exploitation	-65 886	-225 807	159 921	-71%
7817 - Reprises sur dépréciation des actifs circulants	-218 487	-268 812	50 325	-19%
7870 - Reprises provisions exceptionnelles	-86 161	-36 671	-49 490	135%
7872 - Reprises provisions réglementées	-1		-1	
Reprises	***-370 535***	***-531 290***	***160 755***	***-30%***
	671 605	**785 999**	**-114 394**	**-15%**

2.3.2.5 Résultat financier

Résultat financier	Net N	Net N-1	Variat° (Val)	Variat° (%)
7630 - Autres intérêts et produits assimilés	1 738	4 009	-2 271	-57%
7650 - Escomptes obtenus	2 351	620	1 731	279%
7660 - Différences positives de change		50 615	-50 615	-100%
Produits financiers	***4 089***	***55 244***	***-51 155***	***-93%***
6600 - Intérêts sur emprunts et charges assimilés	120 084	334 284	-214 200	-64%
6615 - Intérêts des comptes courants	431	6 502	-6 071	-93%
6681 - Ecart d'arrondi	-1	-8	7	-88%
Charges financières	***211 626***	***466 430***	***-254 804***	***-55%***
	-207 537	**-411 186**	**203 649**	**-50%**

2.3.2.6 Résultat exceptionnel

Résultat exceptionnel	Net N	Net N-1	Variat° (Val)	Variat° (%)
7700 - Produits exception./ opér. gestion	4 368	160 634	-156 266	-97%
7752 - Cession d'actifs corporels	70 893	65 244	5 649	9%
7770 - Quote part de subvention	2 774	6 936	-4 162	-60%
7780 - Autres produits/opération capital	60 000		60 000	
7870 - Reprises provisions exceptionnelles	86 161	36 671	49 490	135%
7872 - Reprises provisions réglementées	1		1	
Produits exceptionnels	***224 197***	***269 485***	***-45 288***	***-17%***
6700 - Charges exceptionnelles sur opérations de ge	207 520	652 882	-445 362	-68%
6750 - Valeur compt. éléments actifs cédés	157 740	45 233	112 507	249%
6780 - Autres charges/opération en capital	14 191	380 747	-366 556	-96%
6870 - Dotations exception. amort., prov.	14 467	93 695	-79 228	-85%
6872 - Dotations provisions réglementées				
Charges exceptionnels	***393 918***	***1 172 557***	***-778 639***	***-66%***
	-169 721	**-903 072**	**733 351**	**-81%**

2.3.2.7 Impôts sur les résultats

Preuve d'impôt

Taux d'impôt sur les résultats	26,50%	Base	Impôt	Taux
Résultat des sociétés intégrées (hors amort. des écarts d'acquisition)		**64 555**		
Charge d'IS (comptes sociaux)				
Charge d'impôt différé		33 908		
Total impôt sur les bénéfices		**33 908**		
Résultat avant impôt		**98 463**		
Impôt théorique calculé			**26 093**	**26,50%**
+ Charges non déductibles		23 926	6 340	**6,44%**
- Produits non imposables		-26 279	-6 964	**-7,07%**
+/- Bases imposées à un autre taux				
+/- Bases non activées, et retraitements non fiscalisés		31 842	8 438	**8,57%**
+/- Autres éléments				
Base soumise à l'impôt en consolidation		**127 952**	**33 907**	**34,44%**
+ IS autre taux				
+/- Incidence différence de taux filiales étrangères				
+ Redressements fiscaux				
- Crédits d'impôts et dégrévements				
+ Contributions additionnelles				
+/- variations de Taux IS				
+/- Ecart / arrondi			0	**0,00%**
Charge d'impôt effective			**33 908**	**34,44%**

Intégration fiscale

Il y a un périmètre d'intégration fiscale au sein du périmètre de consolidation, composé de : Sas Steva, Sas Steva Saint Etienne, Sasu Steva Forez, Sasu Steva Orléans, Sasu Steva Developpement et SAS BTS.

Evolution des impôts différés

	Net N	
	Bilan actif	Bilan passif
Impôt sociétés actif (cptes sociaux)		118 730
Impôt sociétés passif (cptes sociaux)		
Impôts différés actif		
Impôts différés passif		400 434
		519 164

Bases d'impôts différés non activées				
Société	Nature de la base	Base	Base	Impôt
Sas Steva Holding	Déficits	4 928 853		1 306 146

2.4 Autres informations

2.4.1 Information sectorielle

	Actif immobilisé net		Chiffre d'affaires		Résultat d'exploitation avant écart d'acquisition	
Secteurs	31/12/2021	31/12/2020	31/12/2021	31/12/2020	31/12/2021	31/12/2020
Emboutissage, tubes ...	18 181 110	12 154 916	20 642 072	32 300 802	475 724	- 3 382 256
	18 181 110	12 154 916	20 642 072	32 300 802	475 724	- 3 382 256

2.4.2 Informations diverses

2.4.2.1 Evénements postérieurs à la clôture

Aucun évènement postérieur.

2.4.2.2 Engagements

Engagements donnés	N	N-1
Cautions	2 061 473	2 148 641
	2 061 473	**2 148 641**

Engagements reçus	N	N-1
Cautions	351 827	367 015
	351 827	**367 015**

Position du factor au bilan	N	N-1
Montant des créances cédées au factor	5 405 074	5 187 393
	5 405 074	**5 187 393**

2.4.2.3 Rémunérations, engagements et avances faits aux dirigeants

Le détail n'est pas fourni car il serait de nature à identifier la situation personnelle des mandataires.